

Quelles stratégies efficaces pour atteindre les populations à risque avec les messages de prévention ?



Pamela FASSIA, BENIN

« Rien ne doit se faire sans les concernés »

C'est à la cible elle-même de porter les messages de prévention auprès des pairs pour montrer l'importance de la question de la vulnérabilité des populations clés. Il est important que les recommandations liées au suivi médical et aux moyens

de prévention, comme l'utilisation des préservatifs et gels lubrifiants, soient rigoureusement respectées par cette cible à risque.



André KOUABOSSO, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

« Passer par les pairs éducateurs »

La meilleure stratégie c'est d'utiliser les pairs éducateurs. Dans certains pays d'Afrique, les gens ne sont pas encore d'accord sur l'existence des Hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres Hommes.

En utilisant les pairs éducateurs, on atteindra beaucoup plus de personnes qui sont tapis dans l'ombre. Utiliser les personnes extérieures pour aller leur parler, le message ne passera pas.



Saleh MADJADOU, TCHAD

« Descendre dans les points chauds »

A mon avis, la meilleure stratégie pour toucher les populations clés, c'est d'identifier les activités de prévention auprès des PS et des HSH et leurs clients dans les points chauds. Ceci dit, il faut aller là où se

trouve le problème. Autrement dit, il faut aller « pêcher le poisson là où il se trouve ».



Georges SCHNEIDER, TOGO

« Démédicaliser les tests de dépistage »

Je pense que les stratégies à adopter sont celles déjà recommandées par l'OMS, c'est-à-dire la démedicalisation des tests de dépistage qui consiste, à rendre les tests de dépistage plus communautaires et s'assurer que cela

puisse se faire entre les pairs. Il faut aussi adopter la PREP, qui est une prophylaxie et qui consiste à prendre des ARV à titre préventif plutôt que d'attendre d'être infecté pour suivre un traitement par les ARV.



Djamilia De CARVALHO, Guinée Bissau

« combattre la discrimination et l'homophobie »

Nous avons des difficultés pour atteindre les populations clés. Comme stratégie, je pense qu'il faut s'appuyer sur les pairs qui doivent aller convaincre celles qui sont dans l'ombre, de l'importance de se faire identifier et d'aller à la pré-

vention et à la prise en charge. Il faudra aussi qu'on arrive à lutter contre la discrimination et la stigmatisation en matière du VIH et combattre l'homophobie dans la population générale

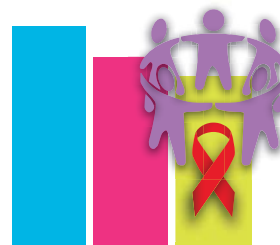


Niasse Fatou TRAORE, SENEGAL

« Impliquer les leaders communautaires »

Je pense que la première étape, c'est d'avoir une estimation des populations clés avec la cartographie des populations. Ce qui nous permet d'avoir une idée de la taille des populations clés, spécifiquement

les populations clés jeunes. L'autre stratégie que je trouve novatrice, reste l'implication des leaders communautaires dans les actions de prévention et de prise en charge en vue d'aller vers la démedicalisation.



4^{ème} CONFERENCE REGIONALE POPULATIONS CLÉS

28 - 29 NOVEMBRE 2018 Lomé - TOGO

TRAVAILLER ENSEMBLE POUR RENFORCER LA QUALITE ET L'EFFICACITE DES PROGRAMMES EN FAVEUR DES POPULATIONS CLES



Editorial

Action commune, œuvrer ensemble, collaborer, voilà quelques mots que nous entendons souvent dans les conférences, notamment celles qui portent sur la lutte contre le VIH/SIDA. Comment traduire ces mots en

réalité concrète ? Comment faire de l'optimisation des synergies le point central des stratégies de lutte contre la pandémie du SIDA ? Tel est l'un des objectifs de la 4^{ème} réunion régionale pour les populations clés dont le bulletin que vous tenez entre vos mains se veut l'écho.

Acteurs de mise en œuvre, gouvernements, partenaires techniques et financiers, société civile, organisations et réseaux identitaires des populations clés, institutions internationales, régionales et locales, ils sont nombreux à intervenir dans la conception, le financement et la mise en œuvre de la riposte au VIH/SIDA en faveur des populations clés. Travaillent-ils de façon suffisamment concertée pour faire la différence ? Tous ces acteurs sont présents à la conférence de Lomé dont l'un des objectifs est de favoriser la communication entre les partenaires, les parties prenantes et les populations clés afin de créer une synergie entre les personnes, les projets et les réseaux. Au-delà du travail méthodique de partage et de discussions autour d'expériences et de leçons apprises, les travaux de la 1^{ère} journée illustrent cet appel à « Œuvrer ensemble ».

Mieux encore, les opportunités de collaboration et de partenariat entre parties prenantes à travers les centres d'excellence pour les populations clés, ou encore la plateforme régionale des populations clés permettent d'avoir un terrain de mise en exergue de cette noble volonté de travailler ensemble. Parce que nous voulons atteindre les objectifs 90-90-90 de l'ONUSIDA, nous devons forcément œuvrer ensemble.

SUPERVISION

Souley WADE

Nous écrire

kpmeeting@fhi360.org

EQUIPE TECHNIQUE

COORDINATION

Jean Paul TCHUPO

Assétina SINGO

REDACTION

Hubert LOGAN

Ekoué BLAME

RELECTURE

Gwatienna YINA

Damarly MESSAN

INFOGRAPHIE

Akoété EKLOU

Nicolas AMEGNIGNON

Reportage du Jour 2

Interview 3

Vox Pop 4

Concertation et collaboration active entre toutes les parties prenantes pour relever les défis de la riposte au VIH



La 4^{ème} conférence régionale de partage d'expériences sur les populations clés s'est ouverte le mercredi 28 novembre 2018 à l'hôtel 2 Février de Lomé sur le thème « Action concertée : Travailler ensemble pour renforcer la qualité et l'efficacité des programmes en faveur des populations clés pour mettre fin au sida en Afrique de l'Ouest et du Centre ». Les travaux de la conférence ont été lancés par le Prof Ahoéfa VOVOR, représentant le ministre chargé de la santé du Togo en présence de l'Ambassadeur des USA au Togo, David GILMOUR, du Directeur Pays ONUSIDA, Christian MOUALA et du représentant du Fonds Mondial, Youssouf SAWADOGO. La rencontre entend s'appuyer sur les recommandations de la 3^{ème} réunion tenue à Yaoundé en septembre 2016.

Selon les statistiques de l'ONUSIDA, le nombre de nouvelles infections au VIH chez les adultes après plus de 40 ans de lutte, est resté stable depuis 2010 (1,8 millions en 2017). En Afrique de l'Ouest et du Centre de façon globale, c'est une tendance à la baisse des nouvelles infections qui est observée depuis plusieurs années. Ces avancées en faveur de la fin de l'épidémie sont toutefois menacées.

C'est ce qui justifie, l'organisation de cette réunion régionale à laquelle prennent part environ 200 participants venus de 26 pays dont 22 de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Pendant deux jours (28 et 29 novembre), les acteurs vont réfléchir, échanger, planifier, et établir des synergies qui seront le socle d'actions pour améliorer l'efficacité des programmes et interventions en faveur des populations clés.

Cette conférence mettra un accent particulier sur une plus grande inclusion des populations clés dans la conception et la mise en œuvre des programmes VIH/SIDA qui leur sont dédiés. Les participants sont appelés à partager leurs expériences, les leçons apprises, les pratiques prometteuses, les données de recherche et de programmes pertinents et innovants. Aussi vont-ils s'imprégner des plans d'action stratégiques spécifiques aux pays susceptibles d'améliorer la qualité, l'efficacité et l'ampleur des programmes de prévention et de charge virale liés au VIH pour les populations en Afrique.

Les travaux de la journée étaient constitués de présentations en séances plénières d'interventions innovantes basées sur les meilleures pratiques au niveau commu-

nautaire, de discussions de panel, de travaux de groupes et d'expositions.

« Le ministère de la santé reste attentif et surtout très réceptif aux résultats et aux recommandations qui sortiront de ces deux jours de réunion et qui nous aideront collectivement à améliorer la qualité des services délivrés à nos populations afin de mettre fin au SIDA en Afrique centrale et de l'ouest ». Prof Ahoéfa VOVOR, Représentant du Ministre de la santé.

« Les services doivent être fournis sans stigmatisation ni discrimination et adaptés aux besoins de chaque groupe de populations clés, y compris les jeunes, les HSH, les professionnels du sexe et les usagers de drogues injectables », Christian Mouala, directeur pays ONUSIDA.

« Notre contribution au Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme, fait de nous le plus grand contributeur mondial dans le contrôle de l'épidémie du VIH » D. Gilmour, Ambassadeur des USA au Togo.

« Il est impératif, y compris pour les programmes en faveur des populations clés, de passer désormais à l'échelle en proposant des stratégies différenciées, efficaces, et quand cela est possible, intégrées au système de santé existant afin de garantir la pérennité de nos actions » Youssouf Sawadogo, Représentant Fonds Mondial.

« Plus la lutte contre le VIH/SIDA est multisectorielle, multidisciplinaire et inclusive, plus on a des résultats avec un impact important »



Prof Vincent Palokinam PITCHE, Coordonnateur du SP/CNLS-IST-Togo ; Président du Comité d'organisation de la 4^{ème} Conférence pour les populations clés

En quoi la lutte contre le VIH parmi les Populations Clés constitue-t-elle un enjeu dans le combat pour la fin de l'épidémie du SIDA ?

Les populations clés, notamment les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes (HSH), les professionnelles de sexes ou encore les usagers de drogues, sont des personnes vulnérables face à l'infection par le VIH. Leur vulnérabilité est liée au fait qu'ils ont des prévalences 3 à 5 voire 8 fois plus élevées que la moyenne nationale dans les pays. Etant donné qu'elles vivent dans la population générale, elles jouent un rôle important dans la dynamique de l'infection à VIH

Si l'on veut mettre fin à l'épidémie du SIDA en 2030, la lutte doit être inclusive et ne doit laisser personne de côté. D'où l'importance de faire un focus sur ces populations vulnérables en réfléchissant à des interventions spécifiques qui permettront de réduire l'incidence du VIH dans ces populations et ainsi, impacter la prévalence au niveau de la moyenne nationale.

A moins de deux (2) ans de la date fixée pour l'atteinte des objectifs 90-90-90 de l'ONUSIDA, quelle est l'étape de la mise en œuvre de ces objectifs dans la Sous-région ouest africaine ?

Globalement dans l'atteinte des objectifs 90-90-90 de l'ONUSIDA, la région Afrique

de l'Ouest et du Centre est en dessous des 50% par rapport aux régions de l'Afrique Australe et de l'Est qui sont déjà autour des 70%. C'est pour cela qu'en Afrique de l'Ouest et du Centre, récemment avec l'appui des partenaires, la plupart des pays ont élaboré un plan de rattrapage pour accélérer le processus afin que d'ici à 2020, à défaut d'atteindre ces objectifs, tous les pays tendent vers les 75 à 80%. En effet, si nous voulons mettre fin collectivement à l'épidémie du SIDA en 2030, nous devons atteindre ces objectifs intermédiaires le plus tôt possible.

Pensez-vous que les conditions sont aujourd'hui favorables pour une utilisation accrue des services de riposte au VIH auprès des populations clés, selon l'esprit de la Déclaration de Dakar ?

La Déclaration de Dakar est une étape très importante car c'est un engagement politique pris par tous les 15 pays de la CEDEOA afin de favoriser la mise en œuvre des interventions auprès des populations clés. Cet engagement politique facilite la mise en œuvre des interventions au niveau programmatique. Dans la plupart des pays, ces interventions sont acceptées par les autorités et par la population, même si tous les obstacles juridiques ne sont pas levés. L'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) vient de mener une évaluation de la Déclaration de Dakar avec l'ensemble des 15 pays de la CEDEOA. Les résultats montrent que beaucoup de choses se font et beaucoup d'aspects se sont améliorés depuis 2015. Certains pays comme le Togo ont élaboré une feuille de route et ont obtenu des résultats très tangibles et encourageants en matière d'offre de services et d'implication des bénéficiaires dans les programmes. Quels sont les atouts du projet #EAWA dans le souci de l'augmentation des prestations de services en vue de réduire la transmission du VIH auprès des populations clés ?

Quels sont les atouts du projet #EAWA dans le souci de l'augmentation des prestations de services en vue de réduire la transmission du VIH auprès des populations clés ?

Ending AIDS in West Africa (#EAWA), est un projet régional ouest africain qui est une continuité du projet PACTE-VIH qui était focalisé sur l'offre des services de prévention et de prise en charge des popu-

lations clés. Le projet #EAWA dissémine les meilleures pratiques et met l'accent sur les centres d'excellence pour améliorer la qualité de l'offre de services. Avec le projet #EAWA, non seulement on met l'accent sur la quantité mais aussi sur la qualité. Ce projet va faire la recherche action, va aider à mobiliser les ressources et créer des synergies entre tous les acteurs qui interviennent dans la lutte. Il couvre le Togo et le Burkina Faso. L'une des recommandations de la 3^{ème} Conférence de Yaoundé sur les Populations Clés, est de privilégier l'approche multisectorielle. Que font les pays pour mettre en place un cadre de concertation afin d'inclure les autres droits humains dans la lutte auprès des populations clés ?

Que font les pays pour mettre en place un cadre de concertation afin d'inclure les autres droits humains dans la lutte auprès des populations clés, comme le recommande la 3^{ème} Conférence de Yaoundé sur les Populations Clés ?

Je voudrais partir de l'exemple du Togo que je connais bien. Au CNLS-Togo, même bien avant la Conférence de Yaoundé, nous avons mis en place un groupe technique « Genre et droits humains ». Cet organe inclut les acteurs de la société civile, les populations clés, le ministère de la justice, le ministère de la sécurité et le secteur de la santé pour réfléchir sur tous les aspects des interventions auprès des populations clés. Ceci a abouti à un document de politique de prévention et de prise en charge des populations clés. L'un des résultats de cette stratégie, est la mise en place d'un Observatoire des droits humains et VIH pour lutter contre la discrimination et la stigmatisation et documenter les cas de violences basées sur le genre.

Nous avons également élaboré au Togo, un plan d'action 2016 à 2020 sur les droits humains et Genre avec l'appui du PNUD. Les activités sont menées sur le terrain dans toutes les régions avec l'implication des magistrats, avocats, religieux, forces de sécurité, préfets, psychologues et des journalistes. Beaucoup d'autres pays de la sous-région ont aussi ce genre de structure. L'une des leçons qu'on peut retenir dans la riposte contre VIH/SIDA est que plus la lutte est multisectorielle, multidisciplinaire et inclusive plus on a des résultats avec un impact important.

